

Orne

ouest-france.fr du lundi 11 mai 2020

Quotidien Ouest-France du mardi 12 mai 2020

745 mots

Le virus plane sur la réouverture des écoles

Pas de reprise sans garantie du respect intégral du protocole sanitaire. Une précaution partagée par la directrice de l'Éducation nationale et le syndicat enseignant FSU.

La Fédération syndicale unitaire de l'Orne (FSU61) et la direction départementale de l'Éducation nationale ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde. Mais, pour la réouverture des écoles et collèges, ils s'accordent sur une chose : pas de reprise si le respect intégral du protocole sanitaire n'est pas garanti. « **La règle est simple**, martèle Françoise Moncada, directrice académique. **Nous n'ouvrons pas si nous ne sommes pas en mesure de l'appliquer.** »

Pas de prise de risque

La FSU l'affirme, elle aurait préféré une rentrée en septembre. Mais, précise Laurent Charles, lors du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, jeudi 7 mai, la directrice académique « **s'est montrée bienveillante. Elle nous l'a dit très clairement : « Nous n'irons pas à marche forcée, nous ne sommes pas là pour faire du nombre ».** » Une position confirmée par Françoise Moncada. « **Le maître mot, c'est aucun risque pour personne.** »

Le syndicat a présenté seize avis lors de ce comité départemental. « **Nous voulons rappeler à notre employeur, l'Éducation nationale, qu'il a une obligation de sécurité à l'égard de ses salariés** », rappelle Laurent Charles. Dépistage du Covid-19 pour les personnels, suivi des nettoyages et désinfections des locaux et matériels, nombre d'élèves accueillis, formation aux préconisations sanitaires, fourniture de masques... La liste des préconisations est longue.

Du cas par cas

« **Même si le protocole sanitaire fait cinquante-quatre pages, il est tout à fait adaptable à toute situation**, estime Françoise Moncada. Il faut juste trouver la bonne réponse. **Dans une école du département, par exemple, le maire ne disposait que d'une salle de 25 m² pour la restauration. Comme il faut garantir 4 m² à chaque enfant, deux services seront organisés. Même s'il n'y a que quatre enfants par service... »**

La directrice poursuit en évoquant la situation du syndicat scolaire de Ménil-Erreux. « **Il n'avait pas de masques pour le personnel territorial et prévoyait une réouverture seulement le 25 mai. Une solution a été trouvée, l'école devrait rouvrir lundi prochain. À Sainte-Honorine-la-Chardonne, c'est du produit désinfectant qui faisait défaut. Finalement, c'est le conseil départemental qui va dépanner la commune pour redémarrer.** »

Des masques pour tous

S'agissant des masques, tous les enseignants des écoles et collèges sont équipés pour une semaine. « **La prochaine dotation fournira des quantités pour quinze jours**, précise Françoise Moncada. **Les collégiens, qui reprennent lundi 18 mai, vont se voir remettre chacun quatre masques en tissu lavables, à porter par demi-journée. Et s'il manque du matériel, on ne redémarrera pas** », répète la directrice.

La FSU a exprimé des inquiétudes relatives au suivi de la désinfection. « **C'est de la responsabilité des collectivités territoriales**, répond-elle. **Je fais confiance aux élus. Je compte aussi sur les directeurs d'établissements. S'ils constatent une défaillance, ils nous la signaleront. Et s'il y a une mise en danger des enfants ou des personnels, nous pourrons, un élu ou moi-même, prendre la décision de fermer l'école, provisoirement ou définitivement. Je n'aurai pas d'état d'âme.** »

Pas de place pour tous

« **La sécurité, c'est une source d'inquiétude pour tous**, reconnaît la directrice académique. **C'est pour cela que l'on sait, d'ores et déjà, que dans certaines écoles, nous ne pourrons pas accueillir tout le monde.** » Et Laurent Charles de craindre que les directeurs d'établissements ne subissent des pressions pour ouvrir à davantage d'élèves. Il aimerait que « **seules les équipes pédagogiques puissent déterminer le nombre maximum d'élèves accueillis** ».

« Environ 50 % des familles ornaïses ont émis le souhait de remettre leurs enfants à l'école, souligne Françoise Moncada. Un quart a fait le choix de voir comment ça se passe et un autre quart d'attendre septembre. Or, le seuil d'accueil infranchissable se situe autour de 35 à 40 % des élèves. » Si nécessaire, donc, il faudra refuser certaines demandes. « Les directeurs n'auront pas à assumer seuls ces décisions. »

Préoccupation qui réunit aussi le syndicaliste et la directrice départementale : le bien-être des enfants. Et là, les réponses divergent. « L'idée première, c'est de leur permettre de revenir un peu à l'école, de les remettre dans une certaine normalité, car le confinement a eu un impact très important sur eux. Je fais confiance aux enseignants, ils sauront les rassurer. » Laurent Charles, lui, l'affirme : « Toutes ces règles sanitaires vont peser lourd. Ce n'est pas judicieux de rouvrir si vite. »

Fabienne GÉRAULT.



Éducation nationale et syndicats s'accordent sur une chose : pas de reprise si le respect intégral du protocole sanitaire n'est pas garanti. Franck Dubray / Ouest France